

Annexe

Pour l'année budgétaire 2008, les montants s'élèvent à :

Budget 2008 – Begroting 2008

Nieuwe kopy a.u.b.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juin 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Note

(1) *Session ordinaire 2010-2011.*

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-145/1. – Rapport, A-145/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 20 mai 2011.

Bijlage

Voor het budgettaire jaar 2008, zijn de bedragen :

Budget 2008 – Begroting 2008

Nieuwe kopy a.u.b.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juni 2011.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

Le Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

Nota

(1) *Gewone zitting 2010-2011.*

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-145/1. – Verslag, A-145/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 20 mei 2011.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1602 [C – 2011/31319]

9 JUIN 2011. — Ordonnance visant à transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services, en ce qui concerne les compétences de la Commission communautaire commune

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance transpose les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur de l'UE sous réserve des dispositions contenues dans une ordonnance de la Commission communautaire commune réglant spécialement des services.

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « service » : toute activité économique non salariée, exercée normalement contre rémunération, visée à l'article 57 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

2° « prestataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre, ou toute personne morale visée à l'article 54 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et établie dans un Etat membre, qui offre ou fournit un service;

3° « destinataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre, ou qui bénéficie de droits qui lui sont conférés par des actes de l'Union européenne, ou toute personne morale visée à l'article 54 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne établie dans un

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 2011 — 1602 [C – 2011/31319]

9 JUNI 2011. — Ordonnantie tot gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten, wat de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aangaat

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie zet de bepalingen om van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt van de EU onder voorbehoud van de bepalingen vervat in een ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die diensten in het bijzonder regelt.

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° « dienst » : elke economische activiteit, anders dan in loondienst, die gewoonlijk tegen vergoeding geschiedt, zoals bedoeld in artikel 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

2° « dienstverrichter » : iedere natuurlijke persoon, onderdaan van een Lidstaat, of iedere rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 54 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, gevestigd in een Lidstaat, die een dienst aanbiedt of verricht;

3° « afnemer » : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een Lidstaat, of die rechten heeft die hem door besluiten van de Europese Unie zijn verleend, of iedere rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 54 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie die in

Etat membre, qui à des fins professionnelles ou non, utilise ou souhaite utiliser un service;

4° « établissement » : l'exercice effectif d'une activité économique visée à l'article 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne par le prestataire pour une durée indéterminée et au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle la fourniture de services est réellement assurée;

5° « régime d'autorisation » : toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice;

6° « exigence » : toute obligation, interdiction, condition ou limite prévue dans les dispositions législatives, réglementaires ou dans les dispositions administratives ou découlant de la jurisprudence, des pratiques administratives, des règles des ordres professionnels ou des règles collectives d'associations professionnelles ou autres organisations professionnelles adoptées dans l'exercice de leur autonomie juridique;

7° « raisons impérieuses d'intérêt général » : des raisons telles que notamment l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle;

8° « profession réglementée » : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue une modalité d'exercice;

9° « assurance responsabilité professionnelle » : une assurance souscrite par un prestataire pour couvrir, à l'égard des destinataires et, le cas échéant, des tiers, sa responsabilité, en cas de dommage, à l'égard de la prestation de service;

10° « jour ouvrable » : tout jour à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai de procédure expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

11° « données à caractère personnel » : informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, conformément à la définition prévue à l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

12° « autorité compétente » : tout organe ou toute instance de la Commission communautaire commune ayant un rôle de contrôle ou de réglementation des activités de services, notamment, les autorités administratives, les ordres professionnels et les associations ou autres organismes professionnels qui, dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux activités de services ou leur exercice;

13° « Etat membre » : un Etat membre de l'Union européenne;

14° « Etat membre d'établissement » : l'Etat membre sur le territoire duquel le prestataire du service concerné a son établissement;

15° « Etat membre où le service est fourni » : l'Etat membre où le service est fourni par un prestataire établi dans un autre Etat membre;

16° « coordinateur fédéral » : la personne physique désignée au sein du Service public fédéral Economie, pour être, dans le cadre de la coopération administrative, le point de contact entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

17° « coordinateur de la Commission communautaire commune » : la personne physique qui est désignée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune pour être, dans le cadre des procédures de coopération administrative prévues au Chapitre IV, le point de contact via le coordinateur fédéral entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

18° « coordinateur d'alerte » : la personne ou les personnes physiques désignées au niveau de la Commission communautaire commune qui sont chargées d'assurer l'information des Etats membres et de la

een Lidstaat is gevestigd en, al dan niet voor beroepsdoeleinden, van een dienst gebruik maakt of wil maken;

4° « vestiging » : de daadwerkelijke uitoefening van een economische activiteit zoals bedoeld in artikel 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie door de dienstverrichter voor onbepaalde tijd en vanuit een duurzame infrastructuur, van waaruit daadwerkelijk diensten worden verricht;

5° « vergunningstelsel » : elke procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde autoriteit stappen te ondernemen met het oog op het bekomen van een formele akte of een impliciete beslissing betreffende de toegang tot een dienstenactiviteit of de uitoefening ervan;

6° « eis » : elke verplichting, verbodsbepaling, voorwaarde of beperking uit hoofde van de wettelijke, regelgevende of administratieve bepalingen of voortvloeiend uit de rechtspraak, de administratieve praktijk, de regels van beroepsorden of de collectieve regels van beroepsverenigingen of andere beroepsorganisaties, die deze in het kader van de hun toegekende juridische bevoegdheden hebben vastgesteld;

7° « dwingende redenen van algemeen belang » : redenen zoals onder meer de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid, de handhaving van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel, de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers, de eerlijkheid van handelstransacties, de fraudebestrijding, de bescherming van het milieu en het stedelijke milieu, dierengezondheid, de intellectuele eigendom, het behoud van het nationaal historisch en artistiek erfgoed en doelstellingen van het sociaal beleid en het cultuurbeleid;

8° « gereguleerd beroep » : een beroepswerkzaamheid of een geheel van beroepswerkzaamheden waartoe de toegang of waarvan de uitoefening of één van de wijzen van uitoefening krachtens wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties; met name het voeren van een beroepstitel die door wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen beperkt is tot personen die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, geldt als een wijze van uitoefening;

9° « beroepsaansprakelijkheidsverzekering » : een door de dienstverrichter afgesloten verzekering ter dekking, jegens afnemers en, in voorkomend geval, derden, van zijn aansprakelijkheid in het geval van schade voortvloeiend uit de verrichting van de dienst;

10° « werkdag » : het geheel van alle dagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Als de proceduretermijn afloopt op een zaterdag, een zondag of een feestdag, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag;

11° « persoonsgegevens » : informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon in overeenstemming met de definitie van artikel 1, § 1 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

12° « bevoegde autoriteit » : elke autoriteit of instantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die een toezichthoudende of regelgevende rol vervult ten aanzien van dienstenactiviteiten; met name de administratieve autoriteiten, de beroepsorden en de verenigingen of andere professionele organen die, in het kader van hun juridische autonomie, de toegang tot de dienstenactiviteiten of de uitoefening ervan collectief regelen;

13° « Lidstaat » : een Lidstaat van de Europese Unie;

14° « Lidstaat van vestiging » : de Lidstaat op wiens grondgebied de betrokken dienstverrichter is gevestigd;

15° « Lidstaat waar de dienst wordt verricht » : de Lidstaat waar de dienst wordt verricht door een dienstverrichter die in een andere Lidstaat is gevestigd;

16° « federale coördinator » : de natuurlijke persoon benoemd binnen de Federale Overheidsdienst Economie, om in het kader van de administratieve samenwerking het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische autoriteiten;

17° « coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » : de natuurlijke persoon die door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie benoemd is om in het kader van de administratieve samenwerkingsprocedures, bepaald in Hoofdstuk IV, via de federale coördinator, het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische autoriteiten;

18° « waarschuwingcoördinator » : de natuurlijke persoon of personen die op het niveau van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie belast is of zijn om de Lidstaten en de Europese Commissie

Commission européenne de circonstances ou de faits graves et précis en rapport avec une activité de service susceptibles de causer un préjudice grave à la santé ou à la sécurité des personnes ou à l'environnement;

19° « système électronique d'échange d'informations » : réseau électronique d'échange d'informations entre les administrations compétentes des Etats membres, développé et géré par la Commission européenne en vue de faciliter la coopération administrative, notamment dans le champ d'application de la Directive 2006/123/CE relative aux services dans le marché intérieur.

Champ d'application

Art. 4. La présente ordonnance s'applique aux services relevant des compétences de la Commission communautaire commune à l'exception :

1° des services d'intérêt général non économiques, y inclus les services sociaux non visés par le 3° du présent article;

2° des services de soins de santé, qu'ils soient ou non assurés dans le cadre d'établissements de soins et indépendamment de la manière dont ils sont organisés et financés au niveau national ou de leur nature publique ou privée;

3° sans préjudice de leur qualification en services d'intérêt général non économiques au sens du 1° du présent article ou de leur qualification en services d'intérêt économique général, des services sociaux relatifs à l'aide à l'enfance et à l'aide aux familles et aux personnes se trouvant de manière permanente ou temporaire dans une situation de besoin qui sont assurés par la Commission communautaire commune ou par des prestataires mandatés par elle.

Conflit avec des normes qui tirent leur origine dans le droit de l'UE

Art. 5. Si les dispositions de la présente ordonnance entrent en conflit avec un acte de l'Union européenne ou des dispositions légales ou réglementaires fédérales ou de la Commission communautaire commune régissant des aspects spécifiques de l'accès à une activité de services ou à son exercice dans des secteurs spécifiques ou pour des professions et des métiers spécifiques qui transposent du droit de l'Union européenne, ces dernières dispositions prévalent.

CHAPITRE II. — Liberté d'établissement

Les régimes d'autorisation

Art. 6. § 1^{er}. – Lorsqu'un régime d'autorisation est requis pour une activité de services et son exercice, il doit respecter les conditions suivantes :

1° le régime d'autorisation ne doit pas être discriminatoire à l'égard du prestataire visé;

2° le régime d'autorisation doit être nécessaire en vertu d'une raison impérieuse d'intérêt général;

3° l'objectif poursuivi par cette procédure d'autorisation préalable ne peut pas être atteint via une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

§ 2. – Conformément à l'article 5, les régimes d'autorisation prévus et réglés directement ou indirectement par le droit de l'Union européenne ne sont pas visés par le paragraphe 1^{er} du présent article. Les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la présente ordonnance ne leur sont dès lors applicables qu'à titre subsidiaire.

§ 3. – Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui subordonnent l'accès à une profession réglementée ou son exercice à la possession de qualifications professionnelles déterminées et des dispositions spécifiques prescrivant des exigences réservant une activité à une profession particulière.

Les critères d'octroi

Art. 7. Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères d'octroi qui encadrent le pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire. Ils doivent être :

1° non discriminatoires;

2° justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général;

3° proportionnels à cet objectif d'intérêt général;

in kennis te stellen van ernstige specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot een dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken;

19° « elektronisch systeem voor de uitwisseling van informatie » : elektronisch netwerk voor de uitwisseling van informatie tussen de bevoegde administraties van de Lidstaten, ontwikkeld en beheerd door de Europese Commissie om de administratieve samenwerking vlotter te laten verlopen, met name binnen het toepassingsgebied van de Richtlijn 2006/123/EG betreffende de diensten op de interne markt.

Toepassingsgebied

Art. 4. Deze ordonnantie is van toepassing op de diensten die vallen onder de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met uitzondering van :

1° de diensten van algemeen belang van niet-economische aard, met inbegrip van de sociale diensten die niet onder punt 3° van dit artikel vallen;

2° de diensten van de gezondheidszorg, al dan niet verleend door gezondheidszorgfaciliteiten en ongeacht de wijze waarop zij op nationaal niveau zijn georganiseerd en worden gefinancierd en ongeacht of zij openbaar of particulier van aard zijn;

3° zonder afbreuk te doen aan hun kwalificatie als diensten van algemeen belang van niet-economische aard als bedoeld onder 1° van dit artikel of de kwalificatie als diensten van algemeen belang van economische aard, de kinderzorg en bijstand aan gezinnen en personen in permanente of tijdelijke nood die worden verleend door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door dienstverrichters die hiervoor van haar een mandaat hebben gekregen.

Strijdigheden met normen die hun oorsprong vinden in het EU-recht

Art. 5. Indien de bepalingen van deze ordonnantie strijdig zijn met een besluit van de Europese Unie of met federale of door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vastgelegde wetgevende of reglementaire bepalingen, ter omzetting van het recht van de Europese Unie, die betrekking hebben op specifieke aspecten van de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit in specifieke sectoren of voor specifieke beroepen, dan hebben deze laatste bepalingen voorrang.

HOOFDSTUK II. — Vrijheid van vestiging

De vergunningstelsels

Art. 6. § 1. – Indien voor een dienstenactiviteit en de uitoefening ervan een vergunningstelsel vereist is, moet dit aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het vergunningstelsel mag geen discriminerende werking hebben jegens de betrokken dienstverrichter;

2° het vergunningstelsel moet noodzakelijk zijn wegens een dwingende reden van algemeen belang;

3° het doel dat met deze voorafgaande vergunningsprocedure wordt nagestreefd, kan niet door een minder beperkende maatregel worden bereikt, met name omdat een controle achteraf te laat zou komen om wettelijk doeltreffend te zijn.

§ 2. – Overeenkomstig artikel 5 heeft de eerste paragraaf van dit artikel geen betrekking op de vergunningstelsels die direct of indirect door het recht van de Europese Unie zijn voorzien of geregeld. De artikelen 7 tot 10 en 12 tot 15 van deze ordonnantie zijn daarop derhalve enkel in bijkomende orde van toepassing.

§ 3. – De eerste paragraaf is niet van toepassing op vergunningstelsels die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk stellen van het bezit van bepaalde professionele kwalificaties en specifieke bepalingen die vereisen dat een bepaalde activiteit wordt voorbehouden aan een bepaald beroep.

De vergunningscriteria

Art. 7. Vergunningstelsels moeten gebaseerd zijn op criteria die beletten dat de bevoegde autoriteiten hun beoordelingsbevoegdheid op willekeurige wijze uitoefenen. Deze criteria zijn :

1° niet-discriminerend;

2° gerechtvaardigd om een dwingende reden van algemeen belang;

3° evenredig met die reden van algemeen belang;

- 4° clairs et non ambigus;
- 5° objectifs;
- 6° rendus publics à l'avance;
- 7° transparents et accessibles.

Accessibilité des procédures

Art. 8. § 1^{er}. – Les procédures et formalités d'autorisation doivent être claires, rendues publiques à l'avance et propres à garantir aux particuliers concernés que leur demande sera traitée avec objectivité et impartialité.

§ 2. – Les procédures et formalités d'autorisation ne doivent pas être dissuasives ni compliquer ou retarder indûment la prestation de service. Elles doivent être facilement accessibles et les charges qui peuvent en découler pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures d'autorisation et ne pas dépasser le coût des procédures.

Portée des autorisations

Art. 9. Les autorisations délivrées par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune sont valables sur l'ensemble du territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, en ce compris pour la création d'agences, de succursales, de filiales ou de bureaux sauf lorsqu'une autorisation propre à chaque implantation ou une limitation de l'autorisation à une partie spécifique du territoire régional est justifiée pour une raison impérieuse d'intérêt général.

Interdiction des « doubles emplois »

Art. 10. § 1^{er}. – Les critères d'octroi de l'autorisation pour un nouvel établissement ne peuvent faire double emploi avec les exigences et contrôles qui, en raison de leur finalité, sont reconnus équivalents ou essentiellement comparables par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune et auxquels est déjà soumis le prestataire de services sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et ailleurs sur le territoire belge, ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

§ 2. – Dans le cadre de ses missions de coopération administrative, le coordinateur de la Commission communautaire commune et/ou fédéral assiste l'autorité compétente en fournissant les informations nécessaires sur ces exigences.

Assurance responsabilité professionnelle et garantie

Art. 11. § 1^{er}. – Lorsqu'un prestataire de service s'établit sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, une assurance responsabilité professionnelle ou une garantie ne peut pas être exigée par l'autorité compétente lorsque ce dernier est déjà couvert, ailleurs en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne dans lequel il est déjà établi, par une garantie équivalente ou essentiellement comparable pour ce qui est de sa finalité et de la couverture qu'elle offre sur le plan du risque assuré, de la somme assurée ou du plafond de la garantie ainsi que des activités éventuellement exclues de la couverture.

§ 2. – Dans le cas où l'équivalence n'est que partielle, une garantie complémentaire pour couvrir les éléments qui ne sont pas déjà couverts peut être exigée par l'autorité compétente.

Lorsqu'une assurance responsabilité professionnelle ou la fourniture d'une autre forme de garantie est imposée à un prestataire établi en Belgique, les attestations de couverture émises par des établissements de crédit ou des assureurs dont le siège social est établi dans un Etat membre de l'Union européenne sont admises comme preuve.

Accusé de réception de la demande

Art. 12. § 1^{er}. – Si aucun délai n'est prévu par la réglementation spécifique, toute demande d'autorisation fait l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables.

§ 2. – L'accusé de réception doit indiquer :

1. la date à laquelle la demande a été reçue;
2. le délai dans lequel la décision doit intervenir;
3. les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;

4. s'il y a lieu, la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

- 4° duidelijk en ondubbelzinnig;
- 5° objectief;
- 6° vooraf openbaar bekendgemaakt;
- 7° transparant en toegankelijk.

Toegankelijkheid van de procedures

Art. 8. § 1. – De vergunningsprocedures en -formaliteiten moeten duidelijk zijn, op voorhand openbaar worden gemaakt en geschikt zijn om aan de betrokken particulieren te garanderen dat hun vraag objectief en onpartijdig zal worden behandeld.

§ 2. – De vergunningsprocedures en -formaliteiten mogen geen ontmoedigend effect hebben en de dienstverlening niet onnodig bemoeilijken of vertragen. Zij moeten gemakkelijk toegankelijk zijn en de lasten die zij voor de aanvragers kunnen voortbrengen moeten redelijk zijn en evenredig met de kosten van de vergunningsprocedures en de kosten van de procedures niet overschrijden.

Draagwijdte van de vergunningen

Art. 9. De vergunningen die zijn afgeleverd door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn geldig in het gehele tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, met inbegrip voor de oprichting van agentschappen, dochterondernemingen, kantoren of bijkantoren, behalve wanneer een vergunning eigen aan elke vestiging of een beperking van de vergunning tot een specifiek deel van het gewestelijk grondgebied is gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang.

Verbod van « overlappingsen »

Art. 10. § 1. – De criteria inzake het verlenen van een vergunning voor een nieuwe vestiging mogen niet overlappen met de eisen en controles die, gezien hun doel, door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als gelijkwaardig of in wezen vergelijkbaar worden erkend en waaraan de dienstverrichter in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, elders op het Belgisch grondgebied of in een andere Lidstaat van de Europese Unie reeds onderworpen is.

§ 2. – De coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en/of de federale coördinator staat de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in het kader van zijn opdrachten inzake administratieve samenwerking, bij door over deze eisen de nodige informatie te verstrekken.

Beroepsaansprakelijkheidsverzekering en waarborg

Art. 11. § 1. – Wanneer een dienstverrichter zich vestigt in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, kan door de bevoegde autoriteit geen beroepsaansprakelijkheidsverzekering of waarborg worden geëist indien de dienstverrichter elders in België of in een andere Lidstaat van de Europese Unie waar hij reeds is gevestigd, reeds gedekt is door een gelijkwaardige of in wezen vergelijkbare waarborg voor wat betreft het doel en de dekking die deze biedt betreffende het verzekerde risico, de verzekerde som, de maximale waarborg evenals eventueel niet in de dekking inbegrepen activiteiten.

§ 2. – Indien de gelijkstelling slechts gedeeltelijk is, kan door de bevoegde autoriteit een bijkomende waarborg worden geëist voor de elementen die nog niet gedekt zijn.

Wanneer een beroepsaansprakelijkheidsverzekering of het leveren van een andere vorm van waarborg opgelegd wordt aan een in België gevestigde dienstverrichter, dan worden verzekeringsattesten die werden uitgegeven door kredietinstellingen of verzekeringsmaatschappijen met sociale zetel in een Lidstaat van de Europese Unie als bewijs toegelaten.

Ontvangstbevestiging van de aanvraag

Art. 12. § 1. – Indien de specifieke reglementering niet in enige termijn voorziet, dient voor iedere vergunningsaanvraag binnen tien werkdagen een ontvangstbevestiging afgeleverd te worden.

§ 2. – De ontvangstbevestiging moet vermelden :

1. op welke datum de aanvraag werd ontvangen;
2. binnen welke termijn de beslissing genomen dient te worden;
3. welke de beschikbare rechtsmiddelen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen, alsook de te respecteren formaliteiten en termijnen zijn;
4. indien van toepassing, dat bij het uitblijven van een beslissing binnen de voorziene termijn, de vergunning geacht wordt te zijn toegekend.

§ 3. – En cas de demande incomplète, le demandeur est informé dans les plus brefs délais du besoin de fournir des documents supplémentaires, du temps dont il dispose pour ce faire ainsi que des conséquences sur le délai visé au paragraphe 2.

§ 4. – En cas de rejet d'une demande au motif qu'elle ne respecte pas les procédures ou formalités nécessaires, le demandeur en est informé dans les plus brefs délais.

Délai de prise de décision

Art. 13. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune octroie l'autorisation après qu'un examen approprié a été établi que les conditions d'octroi sont réunies.

§ 2. – Si aucun délai n'est prévu par la réglementation spécifique concernant le délai à l'issue duquel la décision sur la demande d'autorisation doit être rendue, celle-ci est rendue, au plus tard, trente jours ouvrables à compter de la date d'émission de l'accusé de réception ou, si le dossier a été déclaré incomplet, à partir de la date de remise des documents requis.

Toutefois, à défaut d'accusé de réception conformément à l'article 12, ce délai débute le 11^e jour qui suit la date d'envoi de la demande, telle qu'établie par courrier recommandé ou électronique.

§ 3. – Sans préjudice du délai prévu par une réglementation spécifique, lorsque la complexité du dossier le justifie, le délai peut être prolongé, une seule fois et pour une durée limitée. La décision de prolongation du délai doit être notifiée au demandeur avant l'expiration du délai initial.

§ 4. – Sans préjudice des régimes légaux ou réglementaires particuliers justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général, en l'absence de décision de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune dans les délais prévus par la présente ordonnance ou une réglementation spécifique, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Durée de l'autorisation

Art. 14. § 1^{er}. – L'autorisation octroyée à un prestataire a une durée illimitée, à l'exception des cas suivants :

- 1° l'autorisation fait l'objet d'un renouvellement automatique;
- 2° l'autorisation est conditionnée à l'accomplissement continu d'exigences;
- 3° le nombre d'autorisations disponibles est limité pour une raison impérieuse d'intérêt général;
- 4° une durée limitée est justifiée pour une raison impérieuse d'intérêt général.

§ 2. – Le paragraphe 1^{er} est sans préjudice de la possibilité de retirer une autorisation lorsque les conditions d'octroi cessent d'être réunies.

§ 3. – Le paragraphe 1^{er} ne vise pas le délai maximal avant la fin duquel le prestataire doit effectivement commencer son activité après y avoir été autorisé.

Nombre limité d'autorisations

Art. 15. § 1^{er}. – Lorsque le nombre d'autorisations disponibles pour une activité donnée est limité en raison de la rareté des ressources naturelles ou des capacités techniques utilisables, une procédure de sélection entre les candidats potentiels est appliquée. Cette procédure prévoit toutes les garanties d'impartialité et de transparence, notamment la publicité adéquate de l'ouverture de la procédure, de son déroulement et sa clôture.

§ 2. – Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, l'autorisation est octroyée pour une durée limitée appropriée et ne doit pas faire l'objet d'une procédure de renouvellement automatique, ni prévoir tout autre avantage en faveur du prestataire dont l'autorisation vient juste d'expirer ou des personnes ayant des liens particuliers avec ledit prestataire.

§ 3. – Les règles pour la procédure de sélection peuvent tenir compte de considérations liées à la santé publique, à des objectifs de politique sociale, à la santé et à la sécurité des salariés ou des personnes indépendantes, à la protection de l'environnement, à la préservation du patrimoine culturel et autres raisons impérieuses d'intérêt général.

§ 3. – Wanneer een aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager zo snel mogelijk geïnformeerd over de noodzaak tot het verstrekken van aanvullende documenten, de termijn waarover hij beschikt om dit te doen alsook de gevolgen voor de in de tweede paragraaf bedoelde termijn.

§ 4. – Wanneer een aanvraag wordt geweigerd omdat deze niet aan de vereiste procedures of formaliteiten voldoet, wordt de betrokkene hiervan zo snel mogelijk in kennis gesteld.

Beslissingstermijn

Art. 13. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verleent de vergunning nadat een passend onderzoek heeft uitgewezen dat aan de vergunningsvoorwaarden is voldaan.

§ 2. – Indien de specifieke reglementering geen termijn voorziet binnen de welke een beslissing over de vergunningsaanvraag moet worden genomen, zal deze worden genomen ten laatste dertig werkdagen te rekenen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging of, als het dossier onvolledig is verklaard, vanaf het tijdstip waarop de aanvrager de vereiste documenten heeft ingediend.

Bij gebrek aan een conform artikel 12 afgeleverd ontvangstbewijs, gaat die termijn evenwel in op de 11^{de} dag na de datum van verzending van de aanvraag, zoals die blijkt uit de aangetekende of elektronische brief.

§ 3. – Onverminderd de termijn bepaald door een specifieke reglementering mag de termijn, indien gerechtvaardigd door de complexiteit van het dossier, eenmaal voor een beperkte duur worden verlengd. De beslissing tot verlenging van de termijn moet vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijn aan de aanvrager ter kennis worden gebracht.

§ 4. – Onverminderd de wettelijke of reglementaire stelsels gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang, wordt de vergunning geacht te zijn toegekend bij het uitblijven van een beslissing van de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de door deze ordonnantie of een specifieke reglementering bepaalde termijn.

Geldigheidsduur van de vergunning

Art. 14. § 1. – De aan een dienstverrichter verleende vergunning heeft een onbeperkte geldigheidsduur, met uitzondering van de volgende gevallen :

- 1° de vergunning wordt automatisch verlengd;
- 2° de vergunning is onderworpen aan de voortdurende vervulling van de voorwaarden;
- 3° het aantal beschikbare vergunningen is beperkt omwille van een dwingende reden van algemeen belang;
- 4° een beperkte duur is gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang.

§ 2. – De eerste paragraaf laat de mogelijkheid onverlet om een vergunning in te trekken wanneer niet langer aan de vergunningsvoorwaarden is voldaan.

§ 3. – De eerste paragraaf is niet van toepassing op de maximale termijn waarbinnen de dienstverrichter na het verkrijgen van de vergunning daadwerkelijk met zijn activiteit moet beginnen.

Beperkt aantal vergunningen

Art. 15. § 1. – Wanneer het aantal beschikbare vergunningen voor een bepaalde activiteit beperkt is door schaarste van de beschikbare natuurlijke hulpbronnen of de bruikbare technische mogelijkheden, wordt een selectie gemaakt uit de gegadigden volgens een selectieprocedure die alle waarborgen voor onpartijdigheid en transparantie biedt, met name een toereikende bekendmaking van de opening, uitvoering en afsluiting van de procedure.

§ 2. – In de in de eerste paragraaf bedoelde gevallen wordt de vergunning voor een passende beperkte duur verleend en wordt zij niet automatisch verlengd, evenmin wordt enig ander voordeel toegekend aan de dienstverrichter wiens vergunning zojuist is verlopen of aan personen die een bijzondere band met deze dienstverrichter hebben.

§ 3. – De regels voor de selectieprocedure kunnen rekening houden met overwegingen die betrekking hebben op de volksgezondheid, met doelstellingen van sociaal beleid, de gezondheid en de veiligheid van werknemers of zelfstandigen, de bescherming van het leefmilieu, het behoud van het cultureel erfgoed en andere dwingende redenen van algemeen belang.

Exigences interdites

Art. 16. L'accès à ou l'exercice d'une activité de service entrant dans le champ de compétences de la Commission communautaire commune ne peut être subordonné à aucune des exigences suivantes :

1° Les exigences discriminatoires fondées directement ou indirectement sur la nationalité ou, en ce qui concerne les sociétés, l'emplacement du siège statutaire, en particulier :

a) l'exigence de nationalité pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

b) l'exigence d'être résident sur le territoire belge ou sur celui de la région bilingue de Bruxelles-Capitale pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

2° l'interdiction d'avoir un établissement dans plus d'un Etat membre ou d'être inscrit dans les registres ou dans les ordres ou les associations professionnelles de plus d'un Etat membre;

3° les limites à la liberté du prestataire de choisir entre un établissement à titre principal ou à titre secondaire, en particulier, l'obligation pour le prestataire d'avoir son établissement principal sur le territoire belge ou celui de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ou les limites à la liberté de choisir entre l'établissement sous forme d'agence, de succursale ou de filiale;

4° les conditions de réciprocité avec l'Etat membre où le prestataire a déjà un établissement, à l'exception de celles prévues dans un instrument de droit de l'Union européenne en matière d'énergie;

5° l'application au cas par cas d'un test économique consistant à subordonner l'octroi de l'autorisation à la preuve de l'existence d'un besoin économique ou d'une demande du marché, à évaluer les effets économiques potentiels ou actuels de l'activité ou à évaluer l'adéquation de l'activité avec les objectifs de programmation économique fixés par l'autorité compétente. Cette interdiction ne concerne pas les exigences en matière de programmation qui ne poursuivent pas des objectifs de nature économique mais relèvent de raisons impérieuses d'intérêt général;

6° l'intervention directe ou indirecte d'opérateurs concurrents, y compris au sein d'organes consultatifs, dans l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes, à l'exception des ordres et associations professionnels ou autres organisations qui agissent en tant qu'autorité compétente; cette interdiction ne s'applique ni à la consultation d'organismes tels que les chambres de commerce ou les partenaires sociaux sur des questions autres que des demandes d'autorisation individuelles ni à une consultation du public;

7° l'obligation de constituer ou de participer à une garantie financière ou de souscrire une assurance auprès d'un prestataire ou d'un organisme établi sur le territoire belge. Ceci ne porte pas atteinte à la possibilité d'exiger une couverture d'assurance ou des garanties financières en tant que telles et ne porte pas atteinte aux exigences relatives à la participation à un fonds collectif de compensation, par exemple pour les membres d'ordres ou organisations professionnels;

8° l'obligation d'avoir été préalablement inscrit pendant une période donnée dans les registres tenus en Belgique ou d'avoir exercé précédemment l'activité pendant une période donnée en Belgique.

CHAPITRE III. — *Libre circulation des services**Droit à la libre prestation de services*

Art. 17. § 1^{er}. — La Commission communautaire commune respecte le droit des prestataires de fournir des services dans un Etat membre autre que celui dans lequel ils sont établis.

§ 2. — Le paragraphe 1^{er} du présent article ne s'applique pas aux services d'intérêt économique général.

§ 3. — En outre, le paragraphe 1^{er} du présent article ne s'applique pas aux matières couvertes par le Titre II de la Directive 2005/36/CE ainsi qu'aux exigences en vigueur dans l'Etat membre où le service est fourni, qui réserve une activité à une profession particulière.

Verboden eisen

Art. 16. De toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit die behoort tot het bevoegdheidsdomein van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie mag niet afhankelijk gemaakt worden van de volgende eisen :

1° discriminerende eisen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de nationaliteit of, voor ondernemingen, met de plaats van de statutaire zetel, waaronder in het bijzonder :

a) nationaliteitseisen voor de dienstverrichter, zijn personeel, de houders van maatschappelijk kapitaal of de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de dienstverrichter;

b) de eis dat de dienstverrichter, zijn personeel, de houders van maatschappelijk kapitaal of de leden van het toezichthoudend of bestuursorgaan hun verblijfplaats hebben op Belgisch grondgebied of dat van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

2° een verbod op het hebben van een vestiging in meer dan één lidstaat of op inschrijving in registers of bij beroepsorden of -verenigingen in meer dan een Lidstaat;

3° beperkingen van de vrijheid van de dienstverrichter om tussen een hoofd- of een nevenvestiging te kiezen, met name de verplichting dat de hoofdvestiging van de dienstverrichter zich op het Belgisch grondgebied of op dat van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad moet bevinden, of beperkingen van de vrijheid om voor vestiging als agentschap, bijkantoor of dochteronderneming te kiezen;

4° wederkerigheidsvoorwaarden ten aanzien van de Lidstaat waar de dienstverrichter al een vestiging heeft, behalve in het geval dat dergelijke voorwaarden in een rechtsinstrument van de Europese Unie zijn vastgelegd inzake energie;

5° de toepassing per geval van economische criteria, waarbij de verlening van de vergunning afhankelijk wordt gesteld van het bewijs dat er een economische behoefte of marktvraag bestaat, van een beoordeling van de mogelijke of actuele economische gevolgen van de activiteit of van een beoordeling van de geschiktheid van de activiteit in relatie tot de door de bevoegde autoriteit vastgestelde doelen van economische planning. Dit verbod geldt niet voor planningseisen die geen doelstellingen van economische aard nastreven maar verbonden zijn aan dwingende redenen van algemeen belang;

6° de directe of indirecte betrokkenheid van concurrerende marktdeelnemers, ook binnen raadgevende organen, bij de verlening van vergunningen of bij andere besluiten van de bevoegde autoriteiten, met uitzondering van beroepsorden en van beroepsverenigingen of andere organisaties die in de hoedanigheid van bevoegde autoriteit optreden. Dit verbod geldt niet voor de raadpleging van organisaties zoals kamers van koophandel of sociale partners over andere aangelegenheden dan individuele vergunningsaanvragen, noch op een raadpleging van het grote publiek;

7° de verplichting tot het stellen van of deelnemen in een financiële waarborg of het afsluiten van een verzekering bij een op Belgisch grondgebied gevestigde dienstverlener of instelling. Dit belet niet dat een verzekering of financiële garanties als zodanig kunnen verlangd worden, noch dat eisen inzake de deelname in een collectief waarborgfonds worden gesteld, bijvoorbeeld voor leden van een beroepsorde of -organisatie;

8° de verplichting om al gedurende een bepaalde periode ingeschreven te staan in de registers die in België worden bijgehouden of de activiteit al gedurende bepaalde tijd in België te hebben uitgeoefend.

HOOFDSTUK III. — *Vrij verkeer van diensten**Recht op vrije dienstverlening*

Art. 17. § 1. — De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eerbiedigt het recht van de dienstverrichters om diensten te verstrekken in een andere Lidstaat dan waar deze gevestigd zijn.

§ 2. — De eerste paragraaf van dit artikel is niet van toepassing op diensten van algemeen economisch belang.

§ 3. — Bovendien is de eerste paragraaf van dit artikel niet van toepassing op de aangelegenheden die vallen onder Titel II van Richtlijn 2005/36/EG, alsmede eisen in de Lidstaat waar de dienst wordt verricht, die een activiteit voorbehouden aan een bepaald beroep.

Exigences dans le cadre d'une prestation transfrontalière de services

Art. 18. § 1^{er}. – Dans le respect de l'article 17, § 1^{er} de la présente ordonnance, la Commission communautaire commune peut soumettre la prestation d'un service à des exigences pour autant qu'elles soient non discriminatoires, nécessaires, proportionnelles et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement et qu'elles n'empêchent pas non plus la Commission communautaire commune d'appliquer, conformément au droit de l'Union européenne, ses règles en matière de conditions d'emploi, y compris celles énoncées dans des conventions collectives.

§ 2. – Les exigences suivantes sont interdites :

a) l'obligation pour le prestataire d'avoir un établissement sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou ailleurs en Belgique;

b) l'obligation pour le prestataire d'obtenir une autorisation des autorités compétentes de la Commission communautaire commune, y compris une inscription dans un registre ou auprès d'un ordre ou d'une association professionnels existant sur leur territoire, sauf dans les cas prévus par le droit de l'Union européenne;

c) l'interdiction pour le prestataire de se doter sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale d'une certaine forme ou d'un certain type d'infrastructure, y compris d'un bureau ou d'un cabinet d'avocats, dont le prestataire a besoin pour fournir les services en question;

d) l'application d'un régime contractuel particulier entre le prestataire et le destinataire qui empêche ou limite la prestation de service à titre indépendant;

e) l'obligation, pour le prestataire, de posséder un document d'identité spécifique à l'exercice d'une activité de service délivré par les autorités compétentes de la Commission communautaire commune;

f) les exigences affectant l'utilisation d'équipements et de matériel qui font partie intégrante de la prestation du service, à l'exception de celles nécessaires à la santé et la sécurité au travail;

g) les restrictions à la libre prestation des services visées à l'article 20 de la présente ordonnance.

Dérogations individuelles à la libre prestation des services

Art. 19. § 1^{er}. – Par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prendre, à l'encontre d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre, des mesures relatives à la sécurité des services.

§ 2. – Les mesures visées au paragraphe 1^{er} ne peuvent être prises que dans le respect de la procédure d'assistance mutuelle prévue par l'article 36 de la présente ordonnance et si les conditions suivantes sont réunies :

a) les dispositions nationales en vertu desquelles les mesures sont prises n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation européenne dans le domaine de la sécurité des services;

b) les mesures sont plus protectrices pour le destinataire que celles que prendrait l'Etat membre d'établissement en vertu de ses dispositions nationales;

c) l'Etat membre d'établissement n'a pas pris de mesures ou a pris des mesures insuffisantes par rapport à celles proposées par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune sur la base des informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce;

d) les mesures sont proportionnées.

§ 3. – Les paragraphes 1^{er} et 2 n'affectent pas les dispositions qui, prévues dans les instruments de l'Union européenne, garantissent la libre circulation des services ou permettent des dérogations à celle-ci.

Droits des destinataires – Restrictions interdites

Art. 20. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune ne peuvent pas imposer au destinataire des exigences qui restreignent l'utilisation d'un service fourni par un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre, notamment les exigences suivantes :

a) l'obligation d'obtenir une autorisation de leurs autorités compétentes de la Commission communautaire commune ou de faire une déclaration auprès de celles-ci;

Eisen in het kader van een grensoverschrijdende dienstverlening

Art. 18. § 1. – Onverminderd artikel 17, § 1 van deze ordonnantie mag de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de dienstverlening aan eisen onderwerpen, in zoverre deze geen discriminatie inhouden, noodzakelijk en evenredig zijn en verantwoord met redenen van openbare orde, openbare veiligheid, volksgezondheid of bescherming van het leefmilieu en dat zij, overeenkomstig het recht van de Europese Unie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie evenmin verhinderen haar regels inzake tewerkstellingsvoorwaarden in toepassing te brengen, met inbegrip van de regels bepaald in collectieve arbeidsovereenkomsten.

§ 2. – De volgende eisen zijn verboden :

a) de verplichting voor de dienstverrichter een vestiging te hebben in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad of elders in België;

b) de verplichting voor de dienstverrichter bij de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een vergunning te verkrijgen, daaronder inbegrepen de inschrijving in een register of bij een beroepsorde of vereniging op hun grondgebied, behoudens in gevallen waarin wordt voorzien door het recht van de Europese Unie;

c) een verbod voor de dienstverrichter in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een bepaalde vorm of soort infrastructuur, met inbegrip van een kantoor of kabinet op te zetten waaraan de dienstverrichter behoefte heeft om de betrokken diensten te verrichten;

d) de toepassing van een specifieke contractuele regeling tussen de dienstverrichter en de afnemer die het verrichten van diensten door zelfstandigen verhindert of beperkt;

e) een verplichting voor de dienstverrichter om specifiek voor de uitoefening van een dienstenactiviteit een door de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie afgegeven identiteitsdocument te bezitten;

f) eisen, andere dan die welke noodzakelijk zijn voor de gezondheid en veiligheid op het werk, die betrekking hebben op het gebruik van uitrusting en materiaal die een integrerend deel van de dienstverrichting vormen;

g) beperkingen van het vrij verrichten van diensten zoals bedoeld in artikel 20 van deze ordonnantie.

Individuele afwijkingen van de vrije dienstverlening

Art. 19. § 1. – In afwijking van artikel 17, § 1, en alleen in uitzonderlijke omstandigheden kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ten aanzien van een in een andere Lidstaat gevestigde dienstverrichter, maatregelen nemen betreffende de veiligheid van de diensten.

§ 2. – De maatregelen bedoeld in de eerste paragraaf kunnen alleen worden genomen wanneer de in artikel 36 van deze ordonnantie bedoelde procedure van wederzijdse bijstand in acht genomen is, en aan volgende voorwaarden is voldaan :

a) de nationale bepalingen overeenkomstig welke de maatregelen worden genomen, vallen niet onder een Europese harmonisatie op het gebied van de veiligheid van de diensten;

b) de maatregelen bieden de afnemer meer bescherming dan de maatregelen die de Lidstaat van vestiging overeenkomstig haar nationale bepalingen zou nemen;

c) de Lidstaat van vestiging heeft geen maatregelen genomen of heeft maatregelen genomen die ontoereikend zijn in vergelijking met de maatregelen voorgesteld door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op grond van ter zake dienende gegevens over de betrokken dienst en de hieraan verbonden omstandigheden;

d) de maatregelen zijn evenredig.

§ 3. – De paragrafen 1 en 2 doen geen afbreuk aan bepalingen van rechtsinstrumenten van de Europese Unie die het vrij verkeer van diensten waarborgen of afwijkingen daarop toestaan.

Rechten van de afnemers – Verboden beperkingen

Art. 20. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie mogen de afnemer geen eisen opleggen die het gebruik van een verstrekte dienst door een in een andere Lidstaat gevestigde dienstverrichter beknotten, inzonderheid de volgende eisen :

a) een verplichting bij hun bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een vergunning te verkrijgen of een verklaring af te leggen;

b) des limites discriminatoires à l'octroi d'aides financières au motif que le prestataire est établi dans un autre Etat membre ou pour des raisons liées à l'emplacement du lieu où le service est fourni.

Non-discrimination

Art. 21. § 1^{er}. – La Commission communautaire commune veille à ce que le destinataire ne soit pas soumis à des exigences discriminatoires fondées sur sa nationalité ou son lieu de résidence.

§ 2. – La Commission communautaire commune veille à ce que les conditions générales d'accès à un service, qui sont mises à la disposition du public par le prestataire, ne contiennent pas des conditions discriminatoires en raison de la nationalité ou du lieu de résidence du destinataire, sans que cela ne porte atteinte à la possibilité de prévoir des différences dans les conditions d'accès lorsque ces conditions sont directement justifiées par des critères objectifs.

CHAPITRE IV. — *Qualité des services, information et transparence*

Information sur les prestataires et leurs services

Art. 22. § 1^{er}. – Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'information, tout prestataire met à disposition des destinataires les informations suivantes :

- a) son nom ou sa dénomination sociale;
- b) sa forme juridique;
- c) l'adresse géographique où le prestataire est établi;
- d) ses coordonnées, y compris son adresse éventuelle de courrier électronique, permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec lui;
- e) le numéro d'entreprise;
- f) dans le cas où il est assujéti, son numéro de T.V.A.;
- g) son siège social;
- h) dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité compétente ou du guichet d'entreprises;
- i) en ce qui concerne les professions réglementées :
 - l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle le prestataire est inscrit;
 - le titre professionnel et l'état dans lequel il a été octroyé;
- j) les conditions générales et les clauses générales dans le cas où le prestataire en utilise;
- k) l'existence, dans le cas où le prestataire en utilise, de clauses contractuelles concernant la législation applicable au contrat et/ou la juridiction compétente;
- l) l'existence de toute garantie contractuelle après-vente éventuelle, non imposée par la loi;
- m) le prix du service, lorsque le prix est déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné;
- n) les principales caractéristiques du service;
- o) les assurances ou les garanties visées à l'article 11 et notamment les coordonnées de l'assureur ou du garant et la couverture géographique.

§ 2. – Lorsque les prestataires présentent de manière détaillée leurs services dans un document d'information, ils y font figurer des informations sur leurs activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêts.

§ 3. – Selon le choix du prestataire, les informations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont :

- a) soit communiquées au destinataire;
- b) soit rendues facilement accessibles au destinataire sur le lieu de la prestation ou de la conclusion du contrat;
- c) soit rendues facilement accessibles au destinataire par voie électronique au moyen d'une adresse communiquée par le prestataire;
- d) soit mentionnées dans tout document d'information du prestataire présentant de manière détaillée ses services.

Informations supplémentaires

Art. 23. § 1^{er}. – A la demande du destinataire, le prestataire communique les informations supplémentaires suivantes :

- a) lorsque le prix n'est pas déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné, le prix du service ou, lorsqu'un prix exact ne peut pas être indiqué, la méthode de calcul du prix permettant

b) discriminerende beperkingen op het verkrijgen van financiële bijstand vanwege het feit dat de dienstverrichter in een andere Lidstaat is gevestigd of vanwege de plaats waar de dienst wordt verricht.

Non-discriminatie

Art. 21. § 1. – De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ziet erop toe dat de afnemer niet aan discriminerende eisen wordt onderworpen op grond van nationaliteit of verblijfplaats.

§ 2. – De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ziet erop toe dat de algemene voorwaarden voor toegang tot een dienst, die door de dienstverrichter voor het publiek toegankelijk worden gemaakt, geen discriminerende bepalingen bevatten in verband met de nationaliteit of verblijfplaats van de afnemer, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om verschillende toegangsvoorwaarden te stellen wanneer die verschillen rechtstreeks door objectieve criteria worden gerechtvaardigd.

HOOFDSTUK IV. — *Kwaliteit van de diensten, informatie en transparantie*

Informatie over de dienstverrichters en hun diensten

Art. 22. § 1. – Zonder afbreuk te doen aan andere wettelijke en reglementaire informatievoorschriften stelt elke dienstverrichter de volgende gegevens ter beschikking van de afnemers :

- a) zijn naam of zijn maatschappelijke benaming;
- b) zijn rechtsvorm;
- c) het geografisch adres waar de dienstverrichter is gevestigd;
- d) zijn adresgegevens, met inbegrip van zijn eventueel e-mailadres, die een snel contact en een rechtstreekse en effectieve communicatie met hem mogelijk maken;
- e) het ondernemingsnummer;
- f) ingeval hij is onderworpen, zijn btw-nummer;
- g) zijn maatschappelijke zetel;
- h) wanneer voor de activiteit een vergunningstelsel geldt, de adresgegevens van de bevoegde autoriteit of het ondernemingsloket;
- i) wat betreft de gereguleerde beroepen :
 - de handelsvereniging of beroepsorganisatie waarbij de dienstverrichter is ingeschreven;
 - de beroepstitel en de staat waar die is verleend;
- j) de algemene voorwaarden en bepalingen in het geval de dienstverrichter deze hanteert;
- k) het bestaan van eventueel door de dienstverrichter gehanteerde contractbepalingen betreffende het op het contract toepasselijke recht en/of betreffende de bevoegde rechter;
- l) het bestaan van een eventuele niet bij wet voorgeschreven garantie na verkoop;
- m) de prijs van de dienst wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst vooraf heeft vastgesteld;
- n) de belangrijkste kenmerken van de dienst;
- o) de in artikel 11 bedoelde verzekeringen of waarborgen, en inzonderheid de adresgegevens van de verzekeraar of de borg en de geografische dekking.

§ 2. – Wanneer de dienstverrichters in een informatiedocument hun diensten in detail beschrijven, nemen zij hierin informatie op over hun multidisciplinaire activiteiten en partnerschappen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst en over de maatregelen genomen ter voorkoming van belangenconflicten.

§ 3. – Volgens de keuze van de dienstverrichter worden de gegevens bedoeld in de eerste en de tweede paragraaf :

- a) hetzij verstrekt aan de afnemer;
- b) hetzij voor de afnemer gemakkelijk toegankelijk gemaakt op de plaats waar de dienst wordt verricht of het contract wordt gesloten;
- c) hetzij voor de afnemer gemakkelijk elektronisch toegankelijk gemaakt op een door de dienstverrichter meegedeeld adres;
- d) hetzij opgenomen in elk door de dienstverrichter verstrekt informatiedocument waarin zijn diensten in detail worden beschreven.

Bijkomende gegevens

Art. 23. § 1. – Op verzoek van de afnemer verstrekt de dienstverrichter de volgende aanvullende informatie :

- a) wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst niet vooraf heeft vastgesteld, de prijs van de dienst of, indien de precieze prijs niet kan worden gegeven, de manier waarop de prijs

au destinataire de vérifier ce dernier, ou un devis suffisamment détaillé;

b) en ce qui concerne les professions réglementées, une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès;

c) des informations sur ses activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêts;

d) les codes de conduite auxquels le prestataire est soumis ainsi que l'adresse à laquelle ces codes peuvent être consultés par voie électronique, en précisant les versions linguistiques disponibles;

e) lorsque le prestataire est soumis à un code de conduite, ou est membre d'une association ou d'une organisation professionnelle qui prévoit le recours à des moyens extrajudiciaires de règlement des litiges, des informations à cet égard.

Transparence

Art. 24. Les informations visées aux articles 22 et 23 sont mises à disposition ou communiquées de manière claire et non ambiguë et en temps utile, avant la conclusion du contrat, ou avant la prestation du service lorsqu'il n'y a pas de contrat écrit.

Règlement des litiges

Art. 25. § 1^{er}. – Les prestataires fournissent leurs coordonnées, notamment une adresse postale, un numéro de télécopie ou une adresse électronique ainsi qu'un numéro de téléphone, où tous les destinataires, y compris ceux résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne, peuvent leur adresser directement une réclamation ou leur demander des informations sur le service fourni.

§ 2. – Les prestataires fournissent l'adresse de leur domicile ou de leur siège social si celle-ci ne correspond pas à leur adresse habituelle aux fins de correspondance.

Les prestataires répondent aux réclamations visées au paragraphe 1^{er} dans les plus brefs délais et font preuve de diligence pour trouver une solution satisfaisante.

§ 3. – Lorsqu'un code de conduite, une association ou un organisme professionnel prévoit le recours à des moyens de règlement extrajudiciaire des litiges, les prestataires soumis à un tel code ou membres d'une telle association ou d'un tel organisme sont tenus d'en informer le destinataire et d'en faire mention dans tout document présentant de manière détaillée leurs services, en indiquant les moyens d'accéder à des informations détaillées sur les caractéristiques et les conditions d'utilisation de ces moyens.

§ 4. – Les prestataires sont tenus de prouver le respect des exigences prévues aux articles 22 à 24 et au présent article ainsi que l'exactitude des informations fournies.

CHAPITRE V. — *Coopération administrative*

Assistance mutuelle

Art. 26. § 1^{er}. – La Commission communautaire commune prête assistance aux autres Etats membres et prend des mesures pour coopérer efficacement avec eux afin d'assurer le contrôle des prestataires et de leurs services.

§ 2. – Pour la mise en œuvre de cette assistance mutuelle, un point de liaison, appelé coordinateur de la Commission communautaire commune, est désigné par le Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Informations pertinentes

Art. 27. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, toute information pertinente dont elle dispose concernant un prestataire et/ou ses services.

Elle communique les informations demandées concernant notamment l'établissement et la légalité des activités prestées.

§ 2. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune effectue, dans la limite de ses compétences, les vérifications, inspections, enquêtes concernant un prestataire de services ou ses services, qui lui sont demandées par l'autorité compétente d'un autre Etat membre par le biais d'une demande motivée.

Elle apprécie la nature et l'ampleur des vérifications, inspections et enquêtes à mener.

§ 3. – La Commission communautaire commune informe les Etats membres et la Commission européenne dès lors qu'elle a connaissance dans le chef d'un prestataire établi sur son territoire et qui fournit des

wordt berekend, zodat de afnemer de prijs kan controleren, of een voldoende gedetailleerde kostenraming;

b) voor gereguleerde beroepen, een verwijzing naar de geldende beroepsregels en de wijze waarop hierin inzage kan worden verkregen;

c) informatie over zijn multidisciplinaire activiteiten en partnerschapen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst, en over de maatregelen genomen ter voorkoming van belangenconflicten;

d) de gedragscodes die op de dienstverrichter van toepassing zijn, alsmede het adres waar zij elektronisch kunnen worden geraadpleegd en de beschikbare talen waarin deze codes kunnen worden geraadpleegd;

e) wanneer een dienstverrichter onder een gedragscode valt of lid is van een handelsvereniging of beroepsorganisatie die voorziet in een regeling voor buitengerechtelijke geschillenbeslechting, wordt dienaangaande informatie verstrekt.

Transparantie

Art. 24. De informatie bedoeld in de artikelen 22 en 23 wordt op heldere wijze, ondubbelzinnig en tijdig voor de sluiting van het contract of, indien er geen schriftelijk contract is, voor de verrichting van de dienst, meegedeeld of beschikbaar gesteld.

Geschillenbeslechting

Art. 25. § 1. – De dienstverrichters verstrekken hun adresgegevens, met name een postadres, een faxnummer of e-mailadres alsook een telefoonnummer, waar alle afnemers, ook deze die in een andere Lidstaat van de Europese Unie verblijven, rechtstreeks een klacht kunnen indienen of informatie over de verrichte dienst kunnen vragen.

§ 2. – De dienstverrichters verstrekken het adres van hun woonplaats of hun maatschappelijke zetel indien dit niet hun gebruikelijke correspondentieadres is.

De dienstverrichters reageren zo snel mogelijk op de in paragraaf 1 bedoelde klachten en stellen alles in het werk om bevredigende oplossingen te vinden.

§ 3. – Wanneer een gedragscode, een handelsvereniging of een beroepsorde voorziet in een regeling voor buitengerechtelijke geschillenbeslechting, stellen de hieraan onderworpen dienstverrichters de afnemer hiervan op de hoogte en vermelden dit in elk document waarin hun diensten in detail worden beschreven en geven daarbij aan hoe toegang kan worden verkregen tot gedetailleerde informatie over de kenmerken en toepassingsvoorwaarden van deze regeling.

§ 4. – De dienstverrichters hebben de plicht aan te tonen dat aan de eisen voorzien in de artikelen 22 tot 24 en in dit artikel is voldaan en dat de verstrekte informatie juist is.

HOOFDSTUK V. — *Administratieve samenwerking*

Wederzijdse bijstand

Art. 26. § 1. – De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verleent bijstand aan de andere Lidstaten en neemt maatregelen om doeltreffend met hen samen te werken teneinde het toezicht op de dienstverrichters en hun diensten te garanderen.

§ 2. – Ter uitvoering van deze wederzijdse bijstand wordt een aanspreekpunt, de coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie genoemd, aangesteld door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Relevante informatie

Art. 27. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verstrekt, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, aan de bevoegde autoriteit van een andere Lidstaat die een met redenen omkleed verzoek doet, iedere relevante informatie waarover ze beschikt in verband met een dienstverrichter en/of zijn diensten.

Ze verstrekt de gevraagde informatie met name betreffende de vestiging en de wettelijkheid van de verrichte diensten.

§ 2. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voert, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, de verificaties, inspecties en onderzoeken uit die haar door de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat via een met redenen omkleed verzoek gevraagd worden betreffende een dienstverrichter of zijn diensten.

Ze oordeelt over de aard en de draagwijdte van de verificaties, inspecties en onderzoeken die uitgevoerd moeten worden.

§ 3. – De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie brengt de Lidstaten en de Europese Commissie op de hoogte, zodra zij kennis heeft gekregen van gedragingen of specifieke handelingen van een op

services dans d'autres Etats membres, d'un comportement ou d'actes précis qui, à sa connaissance, pourraient causer un préjudice grave.

Sanctions disciplinaires ou administratives à caractère professionnel

Art. 28. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, les décisions relatives à des sanctions disciplinaires ou administratives à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours, conformément aux règles fixées par les législations ou réglementations particulières pour une telle transmission.

Elle communique également, dans les limites de ses compétences et conformément au Livre II, Titre VII, Chapitre I^{er} du Code d'instruction criminelle, les informations relatives à des sanctions pénales et aux décisions relatives à l'insolvabilité ou à des faillites frauduleuses qui concernent directement les compétences du prestataire ou sa fiabilité professionnelle pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours ainsi que tout jugement coulé en force de chose jugée concernant l'insolvabilité au sens de l'annexe A du Règlement CE 1346/2000, ou la faillite frauduleuse d'un prestataire. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes.

§ 2. – Cette communication s'effectue dans le respect des dispositions visant à protéger les données à caractère personnel et les droits des personnes sanctionnées ou condamnées, y compris ceux fixés par un ordre professionnel.

§ 3. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune qui communique de telles décisions en informe le prestataire.

Demande d'information

Art. 29. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune qui désire qu'une autorité compétente d'un autre Etat membre lui communique des informations ou procède à des vérifications, inspections ou enquêtes concernant un prestataire ou ses services, lui adresse une demande motivée via le système électronique d'échange d'informations.

§ 2. – Si l'autorité compétente de l'autre Etat membre ne satisfait pas à la demande et qu'aucune solution ne peut être trouvée, elle en informe les coordinateurs de la Commission communautaire commune et fédéral.

Modalités de communication

Art. 30. § 1^{er}. – Les informations demandées en application des articles 27 et 28 de la présente ordonnance ou les résultats des vérifications, inspections ou enquêtes sont communiqués dans les plus brefs délais et via le système électronique d'échange d'informations.

§ 2. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune qui, pour des raisons légales ou pratiques, ne peut faire suite à la demande d'informations ou de vérifications, inspections ou enquêtes, en informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre dans les plus brefs délais en indiquant les motifs qui s'opposent à la demande. Si après notification de ce refus, cette dernière ne peut se rallier au point de vue de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune et qu'aucune solution ne peut être trouvée, ce constat est communiqué pour information au coordinateur de la Commission communautaire commune ou au coordinateur fédéral.

Accès aux registres

Art. 31. L'autorité compétente d'un autre Etat membre peut obtenir un accès aux registres sur lesquels les prestataires sont inscrits et qui sont accessibles aux autorités compétentes de la Commission communautaire commune, selon les mêmes conditions que cette dernière.

Information-finalités

Art. 32. Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées.

haar grondgebied gevestigde dienstverrichter die diensten verricht in andere Lidstaten die, voor zover haar bekend, ernstige schade zouden kunnen berokkenen.

Tuchtrechtelijke of administratieve sancties van professionele aard

Art. 28. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verstrekt, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, aan de bevoegde autoriteit van een andere Lidstaat die een met redenen omkleed verzoek doet, de beslissingen betreffende de tuchtrechtelijke of administratieve sancties van professionele aard, voor zover ze niet meer voor verhaal vatbaar zijn, in overeenstemming met de regels bepaald door de bijzondere wetgevingen of reglementeringen voor dergelijke verstrekking.

Ze verstrekt ook, binnen de grenzen van haar bevoegdheden en in overeenstemming met Boek II, Titel VII, Hoofdstuk I van het Wetboek van strafvordering, informatie over strafrechtelijke sancties van professionele aard en over beslissingen betreffende insolventie of faillissement waarbij sprake is van frauduleuze praktijken die rechtstreeks van betekenis zijn voor de bekwaamheid of de professionele betrouwbaarheid van de dienstverrichter voor zover ze niet meer voor verhaal vatbaar zijn, evenals elk in kracht van gewijsde gegane vonnis betreffende de insolventie in de zin van bijlage A van Verordening EG 1346/2000, of in het faillissement waarin sprake is van frauduleuze praktijken van een dienstverrichter. De mededeling vermeldt de wettelijke of reglementaire bepalingen die geschonden werden.

§ 2. – Deze mededeling geschiedt met naleving van de bepalingen tot bescherming van de persoonsgegevens en de rechten van de personen aan wie een sanctie is opgelegd of die veroordeeld zijn, met inbegrip van deze opgelegd door een beroepsorde.

§ 3. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die zulke informatie meedeelt, stelt de dienstverrichter daarvan in kennis.

Verzoek om informatie

Art. 29. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die wenst dat een autoriteit van een andere Lidstaat haar informatie verstrekt of verificaties, inspecties of onderzoeken voert betreffende een dienstverrichter of zijn diensten, stuurt haar een met redenen omkleed verzoek via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie.

§ 2. – Indien de bevoegde autoriteit van de andere Lidstaat niet aan de aanvraag voldoet en geen enkele oplossing gevonden kan worden, brengt ze de federale coördinator en de coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie daarvan op de hoogte.

Regels inzake communicatie

Art. 30. § 1. – De in uitvoering van de artikelen 27 en 28 van deze ordonnantie gevraagde informatie of de resultaten van de verificaties, inspecties of onderzoeken worden zo snel mogelijk verstrekt via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie.

§ 2. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die om wettelijke of praktische redenen geen gevolg kan geven aan een verzoek om informatie, verificaties, inspecties of onderzoeken, brengt de bevoegde autoriteit van de andere Lidstaat daarvan zo snel mogelijk op de hoogte en vermeldt de redenen die zich tegen deze aanvraag verzetten. Indien na kennisgeving van deze weigering, deze laatste zich niet bij het standpunt van de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan neerleggen en geen enkele oplossing kan gevonden worden, wordt dit ter informatie meegedeeld aan de coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of aan de federale coördinator.

Toegang tot de registers

Art. 31. De bevoegde autoriteit van een andere Lidstaat kan toegang verkrijgen tot de registers waarin de dienstverrichters ingeschreven zijn, en die toegankelijk zijn voor de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, volgens dezelfde modaliteiten als deze laatste.

Doelinden waarvoor de informatie aangewend wordt

Art. 32. De uitgewisselde informatie kan alleen gebruikt worden voor de aangelegenheden waarvoor ze gevraagd werd.

Contrôle d'un service transfrontalier

Art. 33. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires établis en région bilingue de Bruxelles-Capitale, y compris lorsque le service est presté dans un autre Etat membre ou a causé un dommage dans cet autre Etat membre.

§ 2. – Cette obligation ne s'étend pas :

1° au contrôle du respect des exigences spécifiques imposées à tout prestataire par l'Etat membre où le service est fourni, sans égard au lieu d'établissement du prestataire;

2° à l'exercice effectif de contrôles sur le territoire de l'Etat membre où le service est presté.

Vérifications, inspections et enquêtes sur place

Art. 34. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune ne peut procéder à des vérifications, inspections et enquêtes sur place que si ces dernières sont non discriminatoires, ne sont pas motivées par le fait qu'il s'agit d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre et sont proportionnées.

Mécanisme d'alerte

Art. 35. § 1^{er}. – Lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune prend connaissance d'un comportement, de faits graves et précis ou de circonstances en rapport avec un prestataire ou une activité de service susceptibles de causer un préjudice grave pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, elle en informe, dans les plus brefs délais, par le biais du coordinateur d'alerte, les Etats membres et la Commission européenne via le système d'échange électronique d'informations ainsi que le coordinateur fédéral et le coordinateur de la Commission communautaire commune.

§ 2. – Lorsqu'une alerte doit être modifiée ou n'est plus justifiée, le coordinateur de la Commission communautaire commune en informe, par le biais du coordinateur d'alerte, la Commission européenne et les Etats membres via le système d'échange électronique d'informations ainsi que le coordinateur fédéral.

§ 3. – La procédure décrite ci-dessus, s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

Dérogation dans des cas individuels

Art. 36. § 1^{er}. – L'autorité compétente de la Commission communautaire commune qui envisage d'adopter des mesures pour assurer la sécurité des services prestés en Belgique en application de l'article 19, § 2 de la présente ordonnance, adresse une demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'établissement en fournissant toutes les informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce via le système électronique d'échange d'informations.

§ 2. – Après réception de la réponse de l'Etat membre d'établissement ou en l'absence de réponse dans un délai raisonnable, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune communique, le cas échéant, son intention d'adopter des mesures à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement via le système électronique d'échange d'informations, ainsi qu'au coordinateur fédéral.

La communication précise :

1° les raisons pour lesquelles l'autorité compétente de la Commission communautaire commune estime que les mesures proposées ou adoptées par l'Etat membre d'établissement ne sont pas adéquates;

2° en quoi ces mesures respectent l'article 19 de la présente ordonnance.

§ 3. – Les mesures ne peuvent être adoptées que quinze jours ouvrables après qu'une notification, conformément au paragraphe 2, a été adressée à l'Etat membre d'établissement et à la Commission européenne.

§ 4. – En cas d'urgence, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut déroger aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3. Dans ce cas, les mesures adoptées sont notifiées à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, en indiquant les raisons pour lesquelles l'autorité estime qu'il y a urgence.

§ 5. – La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

Controle op een grensoverschrijdende dienst

Art. 33. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie oefent controle uit ten opzichte van dienstverrichters die in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd, met inbegrip van de diensten die in een andere Lidstaat zijn verricht of die in een andere Lidstaat schade hebben veroorzaakt.

§ 2. – Deze verplichting geldt niet voor :

1° de controle van de naleving van specifieke eisen die aan de dienstverrichter opgelegd worden door de Lidstaat waar de dienst geleverd wordt, ongeacht de plaats van vestiging van de dienstverrichter;

2° de feitelijke uitoefening van controles op het grondgebied van de Lidstaat waar de dienst verricht wordt.

Verificaties, inspecties en onderzoeken ter plaatse

Art. 34. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan op eigen initiatief verificaties, inspecties en onderzoeken ter plaatse verrichten, mits deze niet-discriminatoire zijn, ze niet plaatsvinden omdat de dienstverrichter in een andere lidstaat gevestigd is en ze evenredig zijn.

Waarschuwingsmechanisme

Art. 35. § 1. – Wanneer de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kennis neemt van een gedraging, ernstige en specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot een dienstverrichter of een dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken, stelt ze via een waarschuwingscoördinator de Lidstaten en de Europese Commissie via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie, evenals de federale coördinator en de coördinator van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hiervan onverwijld in kennis.

§ 2. – Wanneer een waarschuwing gewijzigd moet worden of niet meer gerechtvaardigd is, stelt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie via een waarschuwingscoördinator de Europese Commissie en de Lidstaten via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie, evenals de federale coördinator hiervan in kennis.

§ 3. – De hierboven beschreven procedure geldt onverminderd gerechtelijke procedures.

Afwijking in individuele gevallen

Art. 36. § 1. – De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, die in toepassing van artikel 19, § 2 van deze ordonnantie, voornemens is maatregelen te nemen om de veiligheid van diensten die in België worden verricht te waarborgen, stuurt via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie een aanvraag daartoe aan de bevoegde autoriteit van de Lidstaat van vestiging, met verstreking van alle relevante informatie over de betrokken dienst en de omstandigheden ter zake.

§ 2. – In voorkomend geval stelt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, na ontvangst van het antwoord van de Lidstaat van vestiging of bij gebrek aan antwoord binnen een redelijke termijn, de Europese Commissie en de Lidstaat van vestiging via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie, evenals de federale coördinator in kennis van haar voornemen om maatregelen te nemen.

De mededeling vermeldt :

1° de redenen waarom de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de door de Lidstaat van vestiging voorgestelde of genomen maatregelen niet passend acht;

2° in hoeverre deze maatregelen artikel 19 van deze ordonnantie eerbiedigen.

§ 3. – De maatregelen kunnen niet eerder dan vijftien werkdagen na het sturen van een kennisgeving, conform paragraaf 2, aan de Lidstaat van vestiging en aan de Europese Commissie genomen worden.

§ 4. – In spoedeisende gevallen kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de paragrafen 1, 2 en 3 afwijken. In dit geval worden de Europese Commissie en de Lidstaat van vestiging van de genomen maatregelen in kennis gesteld, met opgave van de redenen waarom er volgens de autoriteit sprake is van een spoedeisend karakter.

§ 5. – De hierboven beschreven procedure geldt onverminderd gerechtelijke procedures.

Date d'entrée en vigueur

Art. 37. La présente ordonnance entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge**

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juin 2011.

Le Membre du Collège réuni
compétent pour la Politique de la Santé, les Finances,
le Budget et les Relations extérieures,

J.-L. VAN RAES

Le Membre du Collège réuni
compétent pour la Politique de la Santé,
B. CEREXHE

Le Membre du Collège réuni
compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes,
Mme B. GROUWELS

Membre du Collège réuni
compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes,

Mme E. HUYTEBROECK

 Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2010/2011

B-26/1 Projet d'ordonnance

B-26/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 20 mai 2011.

Datum van inwerkingtreding

Art. 37. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag die volgt na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juni 2011.

Het Lid van de Verenigd College
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, Financiën,
Begroting en Externe Betrekkingen,

J.-L. VAN RAES

Het Lid van de Verenigd College
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en het Openbaar Ambt,
B. CEREXHE

Het Lid van de Verenigd College bevoegd voor het Beleid
inzake Bijstand aan Personen en het Openbaar Ambt,
Mevr. B. GROUWELS

Het Lid van de Verenigd College bevoegd voor het Beleid
inzake Bijstand aan Personen, Financiën,
Begroting en Externe Betrekkingen,
Mevr. E. HUYTEBROECK

 Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2010/2011

B-26/1 Ontwerp van ordonnantie

B-26/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 20 mei 2011.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN
**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2011/202072]

6 JUNI 2011. — Arrêté ministériel portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services (1)

La Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, notamment l'article 9bis, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 portant nomination des membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 14 avril 2008 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 2009 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mai 2009 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 16 octobre 2009 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 2011 portant remplacement de membres de la Commission fonds de formation titres-services,

Arrête :

Article 1^{er}. Démission honorable est accordée à sa demande, à Mme Sophie du Bled, Présidente de la Commission fonds de formation titres-services.

Art. 2. Mme Dominique Bloemen, Présidente suppléante, est nommée Présidente de la commission fonds de formation titres-services, en remplacement de Mme Sophie du Bled, démissionnaire, dont elle achèvera le mandat de Présidente.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2011/202072]

6 JUNI 2011. — Ministerieel besluit tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques (1)

De Minister van Werk,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, inzonderheid op artikel 9bis, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 juli 2007 tot benoeming van de leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 februari 2008 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 april 2008 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 januari 2009 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 mei 2009 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 oktober 2009 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 april 2011 tot vervanging van leden van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques,

Besluit :

Artikel 1. Aan Mevr. Sophie du Bled, voorzitter van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques, wordt op haar verzoek eervol ontslag verleend.

Art. 2. Mevr. Dominique Bloemen, plaatsvervangend voorzitter, wordt tot voorzitter benoemd van de Commissie opleidingsfonds dienstencheques, ter vervanging van Mevr. Sophie du Bled, wier mandaat als voorzitter zij zal voleindigen.